

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°06 2025

## Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les exportations pakistanaises en direction de l'Afghanistan ont augmenté de 92% au cours du premier semestre de l'exercice 2024-25 ;
- ❖ **Bangladesh** : La politique monétaire restera inchangée pour janvier-juin 2025 ;
- ❖ **Bhoutan** : Le Bhoutan a enregistré 193 MUSD d'engagements d'IDE en 2024 ;
- ❖ **Inde** : L'Inde souhaite renforcer l'innovation du secteur privé avec la mise en place d'un fonds Recherche et Développement (R&D) de 2,3 Mds USD ;
- ❖ **Maldives** : Progression des réserves de change, qui restent à un niveau préoccupant ;
- ❖ **Népal** : Les bailleurs de fonds ont signé des engagements financiers comptabilisant 1,6 Md USD au cours du premier semestre de l'exercice 2024-25 ;
- ❖ **Pakistan** : Transferts de travailleurs expatriés en forte progression en janvier (+25,5% en g.a.) ;
- ❖ **Sri Lanka** : Nouvelle mission du FMI avant la 3<sup>ème</sup> revue du programme.

### À RETENIR

**32 %**

Progression des transferts de travailleurs migrants pakistanais sur juillet 24-janvier 25

# Afghanistan

## Les exportations pakistanaises en direction de l'Afghanistan ont augmenté de 92% au cours du premier semestre de l'exercice 2024-25

Selon la Banque d'Etat du Pakistan, le pays a enregistré une croissance de 92% de ses exportations à destination de l'Afghanistan durant le premier semestre de l'exercice 2024-25, par rapport à la même période de l'année précédente. Simultanément, les importations en provenance d'Afghanistan ont également progressé de 125,85%, malgré les restrictions commerciales mises en place par le Pakistan. Pour mémoire, le Pakistan a instauré des barrières tarifaires et non-tarifaires sur les exportations afghanes de charbon et les produits agricoles, qui représentent 70% du total des exportations afghanes. Malgré ces restrictions, le pays demeure le principal partenaire commercial de l'Afghanistan, captant près de 45% de ses exportations.

# Bangladesh

## La politique monétaire restera inchangée pour janvier-juin 2025

La Banque centrale vient de révéler cette semaine sa nouvelle politique monétaire pour le deuxième semestre de 2024-25. Elle a décidé de maintenir son taux directeur à 10,0%, dans un contexte où l'inflation reste élevée. Alors que le taux directeur ajusté de l'inflation est demeuré négatif depuis 2020, signalant une politique monétaire particulièrement accommodante, il converge désormais vers un taux nul début 2025. La Bangladesh Bank prévoit un reflux de l'inflation à 7-8% d'ici à juin et à 5% pour juin 2026. Elle abaissera le taux directeur lorsque l'inflation reviendra en dessous de 7%.

D'après les prévisions de la Banque centrale, la croissance économique pourrait rester faible, de l'ordre de 4 à 5%, au cours de l'année fiscale 2024-25. La croissance devrait remonter à 6% ou plus au cours de l'année fiscale 2025-26, à mesure que la situation politique se stabilisera.

## Le Gouverneur partage son agenda des réformes du secteur bancaire avec la presse écrite

Dans une interview à la presse écrite, le gouverneur de la Bangladesh Bank (BB) est revenu sur l'évolution de l'inflation ainsi que sur l'état du secteur bancaire et a précisé l'agenda des réformes du secteur bancaire.

En ce qui concerne le secteur bancaire, l'état des lieux est alarmant. Le Gouverneur a confirmé que d'importantes sommes d'argent avaient été détournées par plusieurs conglomérats (dont S. Alam Group et Beximco), ce qui représenterait 2500 Mds BDT, soit près de 20 Mds USD ou 10% des encours totaux. Si le taux de prêts non-performants est officiellement à 18%, il devrait augmenter pour s'établir à 35% d'après le Gouverneur. Afin d'améliorer la compréhension de la santé du secteur, une revue de la qualité des actifs (*Asset Quality Review, AQR*) a été lancée pour six banques et concernera à terme 24 banques privées et publiques (sur 62). Le *Bank Resolution Act*, en cours de finalisation, sera adopté par ordonnance d'ici deux ou trois mois afin de renforcer l'arsenal législatif en vue de faciliter la restructuration du secteur. En effet, le Gouverneur reconnaît que le nombre de banques est trop élevé et précise que son mandat consiste à protéger les épargnants et non pas d'aider à la survie des banques, ouvrant ainsi la voie à des faillites. La Banque centrale est néanmoins en discussion avancée avec des bailleurs internationaux pour appuyer des injections de capital dans certaines banques, le Gouverneur évoquant l'accord de la Banque Asiatique de Développement pour 1,5 Md USD et un intérêt de la Banque mondiale. Des obligations pourraient être également émises au nom des banques. Ces injections de capital pourraient concerner deux ou trois banques dès cette année.

La BB contribue à plusieurs initiatives pour recouvrer les actifs dérobés au secteur bancaire. Sur la base des données collectées auprès de dix banques bangladaises, les autorités déposeront une plainte à Dacca contre chacun des conglomérats incriminés et, une fois le verdict prononcé, les actifs seront saisis. Des poursuites seront ensuite engagées à l'étranger, dans les pays vers lesquels l'argent a été détourné. Le Gouverneur indique que l'Angola a ainsi réussi à recouvrer 14 Mds USD, en cinq ans.

Le Gouverneur souhaite par ailleurs améliorer la gouvernance du secteur et l'indépendance de la Banque centrale. A titre d'exemple, il en appelle à une unification du contrôle du secteur sous l'égide de la BB, alors que depuis 2010 c'est le ministère des Finances via la Financial Institutions Division qui contrôle les activités des banques publiques.

## La croissance en 2023-24 s'établit finalement à +4,2% d'après les autorités

Le *Bangladesh Bureau of Statistics (BBS)* vient de publier les chiffres finalisés de la croissance pour 2023-24, avec une révision à la baisse de 5,8% à 4,2% par rapport aux dernières estimations de BBS. Des trois secteurs de l'économie, c'est celui de l'industrie qui a enregistré la plus forte baisse sur un an, avec une croissance de 3,5% seulement contre 8,4% l'année précédente. L'agriculture et le secteur tertiaire restent de leurs côtés relativement stables.

D'après BBS, le PIB par habitant s'établirait à 2 738 USD.

# Bhoutan

## Le Bhoutan a enregistré 193 M USD d'engagements d'IDE en 2024

D'après le rapport publié par le ministère de l'Industrie et du Commerce, les autorités bhoutanaises ont approuvé 193,4 M USD de projets d'IDE en 2024, répartis sur 17 projets. Environ un tiers de ces investissements cible le secteur manufacturier, tandis que le reste est concentré dans les activités de services. Sur le plan géographique, l'Inde demeure la principale source d'engagements, avec 55% des parts, suivie par Singapour (15%) et la Thaïlande (11%). Le

secteur hôtelier représente la plus grande part des projets (35 %), devant les technologies de l'information.

Pour rappel, le stock d'IDE au Bhoutan reste relativement modeste : 579 M USD en 2023, contre 519 M USD en 2022 et 515 M USD en 2021. Dans la perspective d'atteindre l'objectif gouvernemental portant sur des flux cumulés d'IDE de 6 Mds USD d'ici 2029, les autorités ont adopté plusieurs mesures visant à assouplir le cadre réglementaire. Désormais, les actionnaires locaux peuvent apporter des terrains en pleine propriété en guise de capital social, et les terrains appartenant à l'État peuvent être loués pour une durée initiale de trente ans, renouvelable jusqu'à 99 ans, renforçant ainsi la sécurité juridique des investisseurs. Sur le plan monétaire, l'accès aux devises convertibles et aux roupies indiennes s'est élargi grâce à l'Autorité monétaire royale, offrant une souplesse qui n'existait pas dans le cadre de la réglementation de 2019. Enfin, pour favoriser le rapatriement des bénéficiaires, les entreprises étrangères peuvent désormais transférer leurs dividendes sans restriction, dans la devise de leur investissement initial.

Ces objectifs paraissent cependant une vue de l'esprit, au vu de flux d'IDE annuels inférieurs à 1 % du PIB, même s'il est indéniable que les autorités bhoutanaises souhaitent promouvoir l'attractivité du pays aux yeux des investisseurs internationaux.

# Inde

## *Indicateurs macroéconomiques*

### L'Inde souhaite renforcer l'innovation du secteur privé avec la mise en place d'un fonds Recherche et Développement (R&D) de 2,3 Mds USD

A l'occasion d'une conférence avec le CII (Confédération indienne de l'industrie) Ajay Seth, secrétaire d'État aux Affaires économiques, a encouragé le secteur privé à exploiter le fonds R&D de 2,3 Mds USD annoncé dans le budget 2025/2026 de l'Union indienne. Ce fonds, alloué par la ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, au Département de la Science et de la Technologie, vise à stimuler l'innovation privée. Bien que le gouvernement indien ait soutenu la R&D à travers divers programmes et incitations, un fonds spécifiquement destiné à promouvoir l'innovation au sein du secteur privé, avec une allocation aussi substantielle, n'existait pas. Ainsi, M. Seth en a appelé à des propositions de qualité pour maximiser l'utilisation des ressources d'ici fin mars 2026.

Malgré des avancées, l'Inde reste en retrait en matière d'investissement en R&D, avec seulement 0,8 % du PIB en 2021, contre 2,1 % en Chine, 3,47 % aux États-Unis et 5,71 % en Israël. Cette faiblesse résulte notamment de la participation limitée des grandes entreprises privées, qui ne contribuent qu'à 36,4 % des dépenses en R&D, bien en deçà des 70 % observés en Chine et aux États-Unis.

L'objectif énoncé dans le cadre de l'objectif « Viksit Bharat », soit la trajectoire de développement indienne d'ici à 2047, est de porter ces investissements R&D à 3 % du PIB d'ici 2047, ce qui nécessite une croissance annuelle de 20 % des dépenses en R&D, avec un engagement renforcé du secteur privé.

## L'Inde réduit ses droits de douane pour apaiser Washington en amont de la visite du Premier ministre Modi aux Etats-Unis

À l'approche de la visite de Narendra Modi aux États-Unis, l'Inde a réduit certains droits de douane, anticipant les menaces tarifaires de Washington. L'administration Trump, qui a déjà imposé des taxes sur la Chine, le Mexique et le Canada, pourrait prendre des mesures similaires contre l'Inde, que M. Trump a déjà qualifiée de « champion (*king*) en matière de droits de douane ».

Dans une démarche proactive, le budget de l'Union indienne présenté le 1<sup>er</sup> février a allégé les droits sur plusieurs produits bénéficiant aux exportations américaines, comme l'hydrolysate de poisson, certains déchets, les installations satellites, les commutateurs Ethernet et les deux-roues. Cette décision a pour objet d'atténuer les tensions commerciales avec les États-Unis, principal partenaire économique de l'Inde, avec lequel elle affiche un excédent commercial de 35 Mds USD sur l'exercice 2023-2024. En effet, Washington critique les droits de douane élevés imposés par l'Inde sur certains produits agricoles et manufacturés, supérieurs à ceux de pays comme l'Indonésie ou la Malaisie. Avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, les États-Unis feront probablement davantage pression pour une ouverture accrue du marché indien.

Par ailleurs, il convient de mentionner que l'Inde cherche à tirer parti de la guerre commerciale entre Washington et Pékin. Apparaissant comme l'un des principaux bénéficiaires des sanctions américaines contre la Chine sous Trump lors de son premier mandat, elle pourrait profiter d'un nouvel épisode de tensions entre les deux puissances, après la récente hausse des taxes américaines sur les importations chinoises et les représailles de Pékin sur plusieurs produits américains.

## La roupie indienne sous pression : forte intervention de la RBI pour ne pas dépasser le seuil de 88 INR pour 1 USD

La roupie indienne s'est redressée mardi après avoir atteint un plus bas historique, à près de 88 INR pour un dollar, probablement en raison d'interventions de la Reserve Bank of India (RBI), qui aurait vendu quelque 10 milliards de dollars pour soutenir la devise lundi 10 et mardi 11 février. La roupie a reculé jusqu'à 87,99 contre le dollar avant de clôturer à 87,4750 avec un seuil de résistance identifié à 88. Vendredi 14 février, à 10h00 locales, la roupie indienne cotait moins de 87,00 INR pour un dollar.

Le taux de change effectif réel (TCER) est revenu à 105,50 en février, après un pic de 108,13 en novembre, reflétant la surévaluation de la roupie et une perte de compétitivité-prix.

La dépréciation de la roupie s'inscrit dans un contexte général de renforcement du dollar. Le ralentissement de la croissance économique de l'Inde, la récente baisse du taux d'intérêt de la RBI, les sorties de capitaux étrangers hors des marchés-actions locaux et l'incertitude quant à la position du président américain Donald Trump sur les droits de douane ont participé au glissement de la roupie, de la même manière que d'autres devises asiatiques, comme le yuan chinois.

Depuis novembre, la roupie a perdu 2,6 % de sa valeur et figure parmi les monnaies asiatiques les moins performantes face au dollar. La RBI a déjà dépensé près de 80 Mds USD en interventions de change pour limiter la chute de la devise, ramenant les réserves de change de l'Inde à 630 Mds USD fin janvier.



## La fuite des capitaux étrangers amplifiée par les craintes afférentes aux implications de la politique commerciale américaine

L'exode des investisseurs institutionnels étrangers (FII) s'est intensifié après l'élection de Donald Trump, amplifié par les risques de mise en œuvre d'une politique commerciale protectionniste. Cette tendance a durement frappé les marchés boursiers indiens, entraînant une chute continue des indices : le Sensex a perdu plus de 1 000 points depuis début février et le Nifty50 est passé sous la barre des 23 100 points.

Selon Vinod Nair, analyste chez Geojit Financial Services, les incertitudes liées aux politiques commerciales américaines, conjuguées aux inquiétudes relatives à l'ampleur du ralentissement de l'économie indienne pèsent sur le marché. La montée du dollar, la hausse des rendements obligataires américains, le recul des anticipations de bénéfices des entreprises indiennes et leur valorisation excessive accélèrent ce mouvement de retrait.

Alors que l'administration Trump lance de nouvelles initiatives en faveur de «*America First*», Nilesh Shah, directeur général de Kotak Mutual Fund, estime qu'un mouvement de désengagement hors des marchés émergents est en train de se produire dans le monde des gestionnaires de portefeuilles internationaux en faveur des actifs financiers américains. Les investisseurs étrangers ne prêtent désormais aucune attention à des informations susceptibles d'avoir une incidence positive sur le marché indien, telles que le soutien à la consommation de 12 Mds USD annoncé lors de la présentation du budget de l'Union par la ministre des Finances, par le biais de réductions de l'impôt sur le revenu et/ou la baisse des taux directeurs par la RBI pour la première fois depuis mars 2020.

Les FII ont vendu des actions indiennes pour une valeur de 9,94 Mds USD depuis le début de l'année, selon les données de la NSDL (*National Security Depository Limited*), faisant de l'Inde l'un des pays les plus touchés. À court et moyen terme, la volatilité devrait persister en raison des tensions géopolitiques et des sorties de capitaux vers des actifs considérés comme plus sûrs aux États-Unis.

## Maldives

### Progression des réserves de change, qui restent à un niveau préoccupant

Les réserves brutes de la banque centrale atteignaient 857,2 MUSD fin janvier 2025 (+4,3% par rapport à fin 2024), alors que les obligations contractuelles à court terme («*predetermined short-term net drains*») s'élevaient à 741,2 MUSD. Les réserves nettes ont donc progressé pour atteindre 116 MUSD fin janvier 2025 à comparer à 63,1 MUSD fin 2024 grâce à la bonne tenue du tourisme et à l'application de mesures imposant la cession d'une partie des devises reçues par les établissements hôteliers. Ce chiffre représente toutefois moins de huit jours d'importations de biens et services.

# Népal

## Les bailleurs de fonds ont signé des engagements financiers comptabilisant 1,6 Md USD au cours du premier semestre de l'exercice 2024-25

Le Népal a obtenu au cours du premier semestre de l'exercice en cours (mi-juillet à mi-janvier), 1,6 Md USD d'engagements d'aide étrangère, soit un montant trois fois supérieur aux promesses enregistrées sur la même période de l'année précédente. Sur cette enveloppe, 1,2 Md USD, tandis que 420 MUSD sont alloués sous forme de subventions. Les secteurs de l'énergie et des infrastructures bénéficient respectivement de 430 MUSD et 310 MUSD. Par ailleurs, la Banque asiatique de développement demeure le principal partenaire de développement du pays, avec des engagements totalisant 868 MUSD sur la période.

Toutefois, malgré ces montants importants, les décaissements effectifs restent inférieurs aux prévisions. Alors que le gouvernement tablait sur une mobilisation de 2,05 Mds USD d'aide étrangère pour l'ensemble de l'exercice 2024-25, seuls 370 M USD ont été effectivement décaissés à ce stade, ce qui représente 18 % de l'objectif annuel.

## Le Népal réduit le budget de 1,3 Md USD et l'objectif des recettes de 997,7 MUSD

Dans son évaluation de mi-exercice pour l'exercice 2024/25, le gouvernement népalais a revu à la baisse le budget initial de 14,1 Mds USD à 12,82 Mds USD, soit une réduction de 9,01%. Cette diminution de 1,27 Md USD s'explique principalement par la faiblesse des dépenses d'investissement, l'insuffisance des recettes fiscales et la faible mobilisation des prêts étrangers.

Lors du précédent exercice, le ministère des Finances avait déjà abaissé le budget total de 13 % lors de la révision à mi-parcours. Dans le détail, les dépenses récurrentes sont réduites de 9,76 %, à 7,8 Mds USD. Parallèlement, l'enveloppe consacrée aux dépenses d'investissement recule de 2,67 Mds USD à 2,27 Mds USD.

# Pakistan

## Transferts de travailleurs migrants en forte progression en janvier (+25,5% en g.a.)

Selon les données publiées par la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan -SBP), en janvier 2025, les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 3 Mds USD, +25,5% en g.a., et 20,8 Mds USD sur les sept mois de l'exercice budgétaire 2025 (juillet 2024-juin 2025), soit une progression de 31,7% en g.a.

Les principaux pays d'origine ont été l'Arabie saoudite (728,3 M USD), les Émirats arabes unis (621,7 M USD), le Royaume-Uni (443,6 M USD) et les États-Unis (298,5 M USD).

Ces bons résultats, associés à un déficit commercial sous contrôle, devraient permettre au pays d'afficher à nouveau un excédent du compte courant, estimé à 168 M USD pour janvier et à 1,4 Md USD sur les sept mois de l'exercice 2025.

Si cette dynamique venait à se maintenir, le montant des transferts sur l'ensemble de l'année budgétaire 2025 pourrait atteindre 35 Mds USD. Outre les mesures mises en place par la Banque centrale pour favoriser les canaux formels de transfert, cette augmentation est aussi liée à l'augmentation du nombre de Pakistanais qui émigrent - au cours des trois dernières années, 600 000 à 800 000 personnes ont quitté le pays, la plupart d'entre elles ayant un niveau d'éducation élevé.

## Progression de 10% des exportations pakistanaïses entre juillet 2024 et janvier 2025

Selon les résultats publiés par l'agence des statistiques (*PBS-Pakistan Bureau of Statistics*), les exportations du Pakistan ont progressé de 10 % au cours des sept premiers mois 2025, atteignant 19,55 Mds USD, contre 17,77 Mds sur la même période l'année précédente, tirées principalement par le textile et le riz. Les importations ont également progressé de 6,95 %, atteignant 33 Mds USD contre 30,9 Mds l'an dernier, résultant en un déficit de 13,5 Mds USD sur cette période (+2,84%).

En janvier 2025, les exportations ont légèrement progressé de 4,59 % en g.a. pour atteindre 2,92 Mds USD, tandis que les importations ont augmenté de 10 % à 5,23 Mds.

## Les finances publiques du Pakistan affichent un excédent primaire de 2,9% du PIB au cours du premier semestre 2025

Selon les données publiées par le ministère des Finances (*Finance Division*), au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire 2025, les finances publiques pakistanaïses affichent un excédent primaire de 3600 Mds PKR (2,9% du PIB), dépassant l'objectif de 2900 Mds PKR fixé par le FMI dans le cadre du programme en cours. Le déficit budgétaire a été réduit de 36% en g.a. et s'élève à 1500 Mds PKR (1,2% du PIB). En outre, les quatre provinces ont collectivement affiché un excédent de 776 Mds PKR, dépassant l'objectif de 750 Mds PKR et les recettes fiscales provinciales se sont élevées à 442 Mds PKR, dépassant l'objectif de 376 Mds PKR.

Ce résultat s'explique par des mesures de consolidation budgétaire et une forte progression des recettes fiscales et non fiscales :

- Les recettes totales se sont élevées à 9200 Mds PKR, en hausse de 43% en g.a. ;
- La collecte de l'administration fiscale en hausse de 26 % à 5 600 Mds de PKR ;
- Les impôts indirects ont augmenté de 23 %, atteignant 2 800 Mds de PKR, notamment grâce aux hausses de la taxe de vente (+25 %), des droits de douane (+11 %) et des droits d'accise fédéraux (+31 %) ;
- Les impôts directs ont progressé de 29 %, atteignant 2 800 Mds de PKR ;
- Les revenus non fiscaux ont bondi de 82 % à 3 600 Mds de PKR, principalement grâce aux profits de 2 500 Mds de PKR de la Banque centrale et à une hausse de 16 % des prélèvements sur le pétrole (*petroleum levy*) (549 Mds de PKR).



## Mission des services du Fonds monétaire international sur la gouvernance

Une mission des services du FMI s'est rendue au Pakistan du 10 au 14 février pour une évaluation approfondie de la gouvernance et de la corruption au sein du secteur public pakistanais. Des réunions ont eu lieu avec les administrations pakistanaises (*Federal Board of Revenue, Auditor General of Pakistan, Securities and Exchange Commission of Pakistan*) ainsi qu'avec les représentants du secteur privé. Cette mission s'inscrit dans le programme FMI en cours et donnera lieu à un rapport présentant un plan d'action qui constitue l'un des indicateurs de performance de la première revue du programme prévue en mars.

## Sri Lanka

### Nouvelle mission du FMI avant la 3<sup>ème</sup> revue du programme

Le directeur exécutif du FMI, Krishnamurthy Subramanian, accompagné du directeur exécutif suppléant le Dr P.K.G. Harischandra, s'est rendu au Sri Lanka à la veille de la présentation du budget 2025 attendue le 17 février. Le FMI souhaite porter une attention particulière aux niveaux des recettes fiscales et du déficit prévus avant de soumettre son rapport au passage en Conseil d'administration du rapport des services qui décidera du décaissement de la 4<sup>e</sup> tranche. Ils ont rencontré à cette occasion le Président, Anura Kumara Dissanayake le 6 février ainsi que plusieurs autres responsables politiques.

### Les transferts de fonds par les migrants en hausse de 17,5% en janvier

Ils ont atteint 573 MUSD au cours du mois grâce à l'accroissement du nombre de migrants et l'utilisation accrue des canaux bancaires officiels.

### Constitution d'un groupe de travail pour préparer l'évaluation par le GAFI

Le Sri Lanka a constitué un groupe de travail de haut niveau chargé de superviser les préparatifs en vue de la troisième évaluation mutuelle du Sri Lanka sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme coordonné par le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux, prévue en mars 2026. Le nouveau groupe de travail, dirigé par un juge et composé de ministres et de responsables clés (représentant notamment le ministère de la Justice, la police sri-lankaise et la Banque centrale), supervisera la mise en œuvre des plans d'action du gouvernement visant à combler les lacunes existantes dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays  
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)